



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2017-MD-74-IC

JM

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE

Le préfet du département de la Marne

VU le code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU les arrêtés préfectoraux du 25 juin 2004, valant permis de construire, par la Société Française d'Éoliennes SA, d'une éolienne sur le territoire de la commune de Lisse-en-Champagne et de trois éoliennes et un poste de livraison de l'électricité sur le territoire de la commune de Saint-Amand-sur-Fion ;

VU les arrêtés préfectoraux du 8 octobre 2004, transférant les permis de construire visés ci-avant à la SAS Parc Éolien de Saint Amand sur Fion II ;

VU le courrier du 19 juin 2012, par lequel le Préfet de la Marne prend acte du bénéfice des droits acquis pour ce parc ;

VU la vérification documentaire et la visite d'inspection réalisées le 13 avril 2017 sur le parc éolien "Saint-Amand-sur-Fion II" ;

VU les documents et liens transmis par l'exploitant les 22, 23, 28 avril et 9 mai 2017 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 04 juillet 2017 établis à l'issue de la visite d'inspection du 13 avril 2017 ;

CONSIDÉRANT QUE le parc éolien a été mis en service en septembre 2005 ;

CONSIDÉRANT QUE l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié prévoit que *"au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation, puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Lorsqu'un protocole de suivi environnemental est reconnu par le ministre chargé des installations classées, le suivi mis en place par l'exploitant est conforme à ce protocole. Ce suivi est tenu à disposition de l'inspection des installations classées"* ;

CONSIDÉRANT QUE la "synthèse des impacts de l'éolien sur l'avifaune migratrice sur 5 parcs en Champagne-Ardenne", dont le parc éolien de Saint-Amand-sur-Fion II, datée de novembre 2010, transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 9 mai 2017, est insuffisante pour répondre aux dispositions de l'article ci-dessus ;

CONSIDÉRANT QUE cette synthèse ne concerne notamment que l'avifaune ;

CONSIDÉRANT QUE les éoliennes du parc sont implantées à moins de 200 m d'un espace boisé ;

CONSIDÉRANT QUE les espaces boisés représentent un enjeu fort en matière d'habitat et de lieu de nourrissage pour la faune et l'avifaune notamment ;

CONSIDÉRANT QUE il convient dans ces conditions de prendre les mesures propres à assurer la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du même code, en mettant en demeure la SAS Parc Éolien de Saint-Amand-sur-Fion II de réaliser un suivi environnemental complet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Marne ;

ARRETE

Article 1er

La SAS Parc Éolien de Saint-Amand-sur-Fion II, dont le siège social est situé 1 chemin de Lavigne - Centrale des Vignes à MIREPEIX (64800), est mise en demeure, pour le parc éolien "Saint-Amand-sur-Fion II" qu'elle exploite sur le territoire des communes de Saint-Amand-sur-Fion et Lisse-en-Champagne, de respecter les dispositions des articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2

Le suivi environnemental prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité, tel que transmis par l'exploitant le 9 mai 2017 et intitulé "synthèse des impacts de l'éolien sur l'avifaune migratrice sur 5 parcs en Champagne-Ardenne" sera complété selon les modalités et le calendrier visés à l'article 3 ci-après.

Article 3

Le suivi environnemental sus-visé devra être complété par :

- un suivi habitat conforme aux recommandations du guide relatif à l'élaboration des études d'impact des projets de parcs éoliens terrestres,
- un suivi d'activité des chiroptères comprenant :
 - 2 sorties par période (cycles biologiques des espèces),
 - des écoutes en hauteur à l'automne, entre les éoliennes et la bande boisée,
- un suivi de mortalité avifaune et chiroptères comprenant 4 passages par mois, d'avril à octobre.

Article 4

Le suivi environnemental sera réalisé selon le calendrier suivant :

- fin juillet 2017 : transmission à la DREAL (Unité territoriale de la Marne à Reims)
 - du protocole retenu, prenant en compte les éléments ci-dessus,
 - de l'analyse de l'état initial fournie dans le cadre de la demande de permis de construire,
- août 2017 : début de la période d'étude,
- février 2018 : transmission du rapport automnal,
- novembre 2018 : transmission du rapport printemps/été.

Article 5

En cas d'atteinte à l'environnement, le suivi environnemental sera accompagné des propositions de l'exploitant pour éviter ces atteintes, réduire celles qui ne peuvent être suffisamment évitées et, si possible, compenser les effets notables qui ne peuvent être ni évités, ni suffisamment réduits.

Article 6

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 7

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture de Vitry-le-François, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'aux maires de Saint-Amand-sur-Fion et Lisse-en-Champagne qui en donneront chacun communication à leur conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée dans chaque mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la SAS Parc Éolien de Saint-Amand-sur-Fion II, dont le siège social est situé 1 chemin de Lavigne - Centrale des Vignes à MIREPEIX (64800).

Châlons-en-Champagne, le 27 JUIL. 2017

Le Préfet de la Marne


Denis CONUS

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex – par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.